

ASSEMBLEE DE CORSE

5<sup>EME</sup> SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2016

28 ET 29 JUILLET 2016

**Résolution solennelle portant sur la sécurité publique  
et l'intégrisme islamiste**

**Le Président du Conseil exécutif de Corse et le Président de l'Assemblée de Corse**

**CONSIDERANT** la vague d'attentats particulièrement meurtriers et barbares qui frappent la France, l'Europe et le Monde depuis plusieurs mois et jusque dans les dernières heures ;

**CONSIDERANT** que cette situation nouvelle, sans précédent dans l'histoire contemporaine, appelle une double réponse :

- D'une part sur le terrain de la sécurité, de l'ordre public, et de l'ordre public international ;
- D'autre part en termes de réponses politiques et sociétales à l'islamisme radical qui porte atteinte aux valeurs fondamentales qui sont au cœur de notre vision commune de la société ;

I – Concernant la sécurité et l'ordre public

**CONSIDERANT QUE** le premier point, celui de la sécurité, de l'ordre public, comme d'ailleurs celui de l'ordre international, relève des compétences régaliennes ;

**CONSIDERANT QUE** la collectivité territoriale de Corse estime néanmoins qu'il est de son devoir et de sa responsabilité de veiller à ce que toutes les mesures

utiles soient prises par l'Etat en matière de prévention et de lutte contre l'islamisme radical, dans ses expressions idéologiques comme dans le risque d'attaques terroristes ;

**CONSIDERANT QUE** la Corse apparaît actuellement particulièrement exposée ;

**CONSIDERANT** en effet la présence avérée sur le territoire de l'île de foyers d'influence salafiste, soit à titre permanent, soit à l'occasion de venues récurrentes dans l'île de prédicateurs se réclamant de ce courant qui rejette non seulement toute influence occidentale, mais également la démocratie et la laïcité ;

**CONSIDERANT QUE** ces orientations sont inconciliables avec nos valeurs ;

**CONSIDERANT QUE** la Corse est, depuis Pasquale Paoli, une terre de liberté de culte mais qu'elle ne saurait accepter ni communautarisme, ni intégrisme.

**CONSIDERANT** au surplus que cette vision rigoriste et intégriste de l'Islam est rejetée par la quasi-totalité des musulmans vivant en Corse, les représentants du culte musulman ayant au demeurant interdit récemment à des prédicateurs salafistes l'accès aux lieux de culte ;

**CONSIDERANT QUE** l'Etat, conformément à ses fonctions régaliennes et dans le respect des règles de droit, doit mettre en œuvre de façon systématique les mesures coercitives de nature à empêcher toute présence ou manifestation du fondamentalisme religieux (expulsion, conformément au droit, des imams tenant des discours incompatibles avec les valeurs et droits fondamentaux ; fermeture des lieux de réunion où de tels discours sont tenus) ;

**CONSIDERANT** par ailleurs la question de la sécurité des personnes, les institutions de la Corse demandent à l'Etat de renforcer les mesures de sécurisation, et ce d'autant mieux que de multiples facteurs (fréquentation estivale ; situation géographique ; climat de stigmatisation contre la Corse développé notamment sur les réseaux sociaux) peuvent conduire à exposer l'île à des risques majorés ;

## II – Les réponses politiques et sociétales à l'islamisme radical

**CONSIDERANT QUE** la guerre déclarée par l'islamisme radical, et principalement par Daesh, entend également faire éclater la cohésion des sociétés qu'il vise, et introduire une logique de guerre civile et interconfessionnelle ;

**CONSIDERANT** que la Corse est tout au contraire engagée de façon irréversible sur un chemin de paix dont elle ne doit pas s'écarter ;

**CONSIDERANT** qu'il est donc de la responsabilité du Conseil Exécutif de Corse et de l'Assemblée de Corse de refuser les logiques d'affrontement qui pourraient traverser la société corse, comme la tentation d'y répondre par la loi du talion ;

**CONSIDERANT QUE** la situation actuelle pose notamment et de façon nécessaire la question de la place du fait religieux et de la laïcité dans nos sociétés, ainsi que du modèle d'appartenance citoyenne qu'il convient de promouvoir ;

**CONSIDERANT QUE** la Corse et son peuple, dont l'histoire est caractérisée par un combat incessant pour les valeurs de démocratie, de liberté, de tolérance et d'ouverture, peuvent et doivent contribuer à la construction, pour la Corse, d'un modèle de société et d'appartenance citoyenne fort et harmonieux ;

**CONSIDERANT QUE** la situation actuelle impose l'ouverture d'un large débat, sous la forme d'Assises impliquant l'ensemble des forces vives de l'île ainsi que les représentants des différents cultes religieux autour du thème : « En Corse : quel modèle de société et d'appartenance citoyenne ? »

#### **L'ASSEMBLEE DE CORSE,**

#### **CONJOINTEMENT AVEC LE CONSEIL EXECUTIF,**

**EXPRIME** sa compassion et, à travers elle, la solidarité du peuple corse envers les victimes des événements tragiques qui ont frappé la France, l'Europe et le Monde.

**DECIDE DE** l'organisation d'Assises impliquant l'ensemble des forces vives de l'île ainsi que les représentants des différents cultes religieux autour du thème: « En Corse : quel modèle de société et d'appartenance citoyenne ? »

**DEMANDE** à l'Etat la fermeture immédiate des lieux de culte ou de réunion constituant des foyers de radicalisation avérés ou dans lesquels sont tenus des discours de haine créant un climat favorable à la violence.

**DEMANDE** également à l'Etat de renforcer les mesures nécessaires à la sécurisation des principaux lieux de fréquentation estivale et de façon plus générale, de mettre tout en œuvre pour assurer la sécurité de la population de l'île.

**INVITE** les autorités religieuses musulmanes de l'île à poursuivre et à renforcer activement leur engagement contre le fanatisme et l'intégrisme.